**[66:B:3]**

**Affidavit : variante**

[*no du dossier de la cour*]

COUR DIVISIONNAIRE

[*intitulé de l'instance*]

AFFIDAVIT DE [*nom*]

Je soussigné, [*nom*], de la/du [*cité, ville, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., gérant, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis le gérant de [*dénomination sociale*] Limitée, la requérante dans la présente instance.

2. Au cours de l'année 19..., [*nom*] et moi sommes devenus propriétaires conjoints des lots [*numéro*] à [*numéro*] inclusivement et des lots [*numéro*] à [*numéro*] inclusivement du plan enregistré [*numéro*] du canton de .... Nous avons acheté ces biens-fonds dans le but d'y construire des immeubles à appartements. Au mois de ... 19..., j'ai transféré mon intérêt sur les biens-fonds à [*dénomination sociale*] Limitée, dont je suis le gérant. Une copie du plan précité est jointe comme pièce «A».

3. À l'époque de l'achat original des biens-fonds en 19..., le canton de ... n'avait pas adopté de règlement restreignant la construction d'appartements sur les biens-fonds.

4. Le [*date*], le canton a adopté le règlement [*numéro*] aux fins de réserver l'utilisation d'une partie des lots à des maisons d'habitation individuelles privées. Une copie du règlement est jointe comme pièce «B».

5. Une copie de la lettre que j'ai écrite au canton le [*date*] est jointe comme pièce «C».

6. Le [*date*], j'ai comparu à l'audience tenue par la Commission des affaires municipales ... relativement à la requête du canton visant à faire approuver le règlement [*numéro*]. J'ai alors fait valoir que nous projetions de construire des appartements sur les biens-fonds visés par la requête.

7. La Commission des affaires municipales a prononcé la décision suivante au sujet de la requête du canton :

Le règlement sera approuvé sans autre avis ni audience lorsqu'il aura été modifié comme convenu pour permettre la construction d'appartements sur la rue ... - les automobiles devront être stationnées dans les entrées respectives des appartements et il y aura deux logements par maison.

8. À la fin de l'année 19..., la question du financement ayant été réglée, il a été décidé de commencer la construction des immeubles à appartements sur les biens-fonds. Une copie de la lettre du [*date*] que j'ai fait parvenir à l'inspecteur des bâtiments du canton est jointe comme pièce «D». Une copie de la lettre datée du [*date*] que l'inspecteur des bâtiments m'a fait parvenir est jointe comme pièce «E». Les lettres que l'inspecteur m'a envoyées et qui sont respectivement datées du [*date*] et du [*date*] sont jointes comme pièce «F» et comme pièce «G».

9. Depuis le [*date*], j'ai été en communication avec le canton de façon presque continuelle aux fins d'obtenir un permis ou des permis de construire autorisant la construction de quatre immeubles à appartements sur les biens-fonds. [*Nom*] et associés, le cabinet d'ingénieurs avec lequel [*dénomination sociale*] Limitée, fait affaires, et moi avons tenu des discussions approfondies et détaillées au sujet de nos plans avec différents agents du canton, et j'ai apporté des modifications importantes à ces plans pour les rendre conforme aux suggestions et aux recommandations de ces derniers.

10. Est joint comme pièce «H» le reçu qui nous a été remis par le canton après que nous lui ayons payé la somme de ... $ aux fins d'obtenir le(s) permis précité(s).

11. Depuis le [*date*], [*dénomination sociale*] Limitée a continuellement remis des plans préliminaires et plans de parcelles au service des travaux du canton; or ces plans ont toujours été modifiés suivant les suggestions de l'inspecteur des bâtiments et de l'autre porte-parole du canton. Le plan de parcelle joint comme pièce «I» a été remis au canton le [*date*]. Après l'avoir reçu, le canton a demandé les épures des immeubles projetés. C'était la première fois qu'elle formulait une telle demande. Ces plans détaillés lui ont été remis le [*date*]. Je me suis rendu au bureau du service des travaux du canton de ... où j'ai discuté avec [*nom*]. Celui-ci m'a déclaré qu'il n'était pas la personne à qui je devais remettre ma demande et il m'a renvoyé à [*nom*]. Une fois que j'eus fait part à [*nom*] de l'objet de ma démarche, [*nom*] a téléphoné à [*nom*] devant moi en le chargeant de me remettre un récépissé pour ma demande. [*Nom*] m'a informé qu'il ne pouvait pas évaluer le coût du permis mais qu'il me le transmettrait par téléphone, ce qu'il a fait. Ladite somme s'élevait à ... $, et je l'ai payée.

12. Je considère que [*dénomination sociale*] Limitée a respecté toutes les exigences du canton qui revêtent quelque importance en ce qui a trait à la demande, et je suis d'avis que le canton refuse de délivrer le(s) permis de construire nécessaire(s) même si, sur le plan juridique, un tel refus n'est aucunement justifié.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.